

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 JUILLET 1909

Projet de loi revisant le tarif des droits à percevoir par les consuls belges
à l'étranger.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

En exécution de nos traités avec différentes Puissances ⁽¹⁾ et des dispositions de la loi du 20 octobre 1897, tous nos consuls sont aujourd'hui autorisés à exercer les fonctions de notaire.

Leurs actes, exécutoires en Belgique de plein droit, sont généralement bien rédigés et ne doivent ni être légalisés par des autorités étrangères, ni être traduits par un traducteur juré. Appréciant mieux de jour en jour les avantages et les garanties que leur procure la compétence notariale des consuls, nos compatriotes ayant à passer, en pays étranger, des actes ou des contrats authentiques s'adressent de préférence à ces agents et n'ont plus recours qu'exceptionnellement au ministère souvent plus coûteux des notaires locaux.

(1) Ces pays sont actuellement au nombre de 9, savoir :

l'Espagne	convention consulaire du	19 mars 1870;
l'Italie	id.	22 juillet 1878;
les États-Unis d'Amérique	id.	9 mars 1880;
la Roumanie	id.	31 décembre 1880;
le Portugal	id.	10 novembre 1880;
la Grèce	id.	13/25 mai 1898;
le Japon	id.	22 décembre 1896;
la République du Nicaragua.	id.	2 octobre 1908;
le Pérou	id.	18 juillet 1906;

Il en résulte que les agents du service extérieur, qui n'avaient à dresser autrefois que quelques actes simples, tels que des consentements à mariage, des procurations, des quittances et autres actes usuels, sont appelés maintenant à instrumenter comme notaires pour le règlement d'intérêts très importants, tels que ceux que comportent à l'étranger les entreprises commerciales et industrielles de nos nationaux.

En présence des conséquences pratiques de ce développement des attributions notariales, conséquences qui ne pouvaient guère être prévues lors de l'élaboration de la section IV du tarif des taxes consulaires annexé à la loi du 22 octobre 1897, le Gouvernement estime qu'il y a lieu de modifier certaines dispositions de cette partie du dit tarif et d'y introduire quelques rubriques nouvelles.

Actuellement, les consuls perçoivent sur les actes de quittance, les actes de donation de biens présents et les actes de vente ou de cession de meubles ou d'immeubles des droits proportionnels qui, n'étant pas limités, peuvent atteindre éventuellement un chiffre très élevé (1).

Dans l'opinion du Gouvernement, il importe de fixer le maximum de ces droits, comme il l'a fait par les articles 57, 61, 62 et 68 du projet, en prenant pour base les chiffres des honoraires que l'arrêté royal du 27 mars 1893, pris en exécution de la loi du 31 août 1891, accorde, pour les mêmes actes, aux notaires du Royaume.

D'autre part, ainsi que le rappelle l'Exposé des motifs de la loi du 22 octobre 1897, le tarif consulaire encore en vigueur aujourd'hui comprend seulement la nomenclature des actes notariés le plus habituellement demandés. Dans une matière qui touche à des intérêts privés si nombreux et si variés, il est difficile, en effet, de désigner par un article spécial chacun des actes susceptibles d'être délivrés. Cependant la pratique a démontré l'utilité d'affecter une rubrique :

1° A différents contrats concernant des sociétés anonymes et autres qui ont en Belgique leur principal établissement, une succursale ou un siège quelconque d'opérations ;

(1) Tarif annexé à la loi du 22 octobre 1897 :

Article 54.	Quittance	sur le montant des sommes reçues.	$\frac{1}{2}$ % jusqu'à 30,000 francs ; $\frac{1}{4}$ % sur le surplus ; minimum : 10 francs.
Article 58.	Donation de biens présents à des non-succes-sibles et par préciput à des successibles.	sur la valeur des biens donnés.	$\frac{3}{4}$ % jusqu'à 100,000 francs ; $\frac{1}{4}$ % sur le surplus ; minimum : 20 francs.
Article 59.	Donation de biens présents en avancement d'hoirie à des succes-sibles.	Id.	$\frac{1}{2}$ % jusqu'à 100,000 francs ; $\frac{1}{3}$ % sur le surplus ; minimum : 10 francs.
Article 65.	Vente et cession de gré à gré de meubles ou d'immeubles.	sur le prix de vente.	1 % jusqu'à 25,000 francs ; $\frac{1}{2}$ % de 25,000 à 100,000 francs ; $\frac{1}{4}$ % sur le surplus ; minimum : 8 francs.

2° Aux actes non spécialement dénommés; ceux-ci devraient être divisés en deux catégories, savoir : les actes unilatéraux, soumis à un droit fixe de douze francs, et les actes synallagmatiques ou bilatéraux, passibles d'une taxe fixe de vingt francs. Cette différence de taxation est naturelle, attendu que les contrats de la deuxième catégorie, par lesquels les parties s'obligent réciproquement les unes envers les autres, sont en général plus importants et ont des effets plus étendus que les actes unilatéraux (*Code civil*, art. 1102 et 1103).

Quant aux actes de sociétés, ils sont exactement tarifés comme les actes de même nature dressés en Belgique.

A propos du taux des droits proportionnels proposés par ce projet, une dernière remarque s'impose.

Puisque les consuls reçoivent les actes et contrats du Ministère des notaires conformément aux lois belges sur la matière, il a paru rationnel d'assimiler leurs émoluments aux taxes analogues applicables en Belgique. En adoptant une tarification plus faible, on s'exposerait d'ailleurs à léser les intérêts des notaires belges. Dans ce cas, en effet, on pourrait prévoir que même des habitants du Royaume feraient alors, dans un but d'économie, rédiger leurs contrats dans nos chancelleries consulaires en pays voisin.

Tels sont, Messieurs, les motifs qui ont déterminé le Gouvernement à formuler dans son projet les modifications qu'il propose d'apporter à la section IV du tarif actuellement en vigueur.

Il me reste à passer en revue les autres points principaux qui différencient encore le projet actuel de l'ancien tarif.

A. L'article 3 du projet de loi autorise le Gouvernement à conclure avec des Puissances étrangères des arrangements établissant, sous condition de réciprocité, la gratuité de certaines des opérations consulaires soumises à des taxes en vertu du tarif.

Cette disposition a pour but d'assurer notamment la délivrance et la légalisation gratuites, de la part des agents d'autres pays, des certificats d'origine; elle est de nature à satisfaire aux desiderata formulés à ce sujet par notre commerce d'exportation.

B. Pour assurer éventuellement l'exécution de la disposition qui précède, un alinéa a été ajouté au chiffre I des observations générales qui accompagnent le tarif.

Le troisième alinéa du IV des mêmes observations est également nouveau; il défend aux consuls de percevoir une taxe pour la rédaction de la minute des actes et procès-verbaux taxés à la vacation.

C. Section I. Les rubriques 5 « remplacement en cas de perte d'un rôle d'équipage » et 6 « remplacement en cas de perte d'un journal de navigation » sont modifiées comme suit : « 5 Délivrance d'un rôle d'équipage ou remplacement de ce document en cas de perte » et « 6 Délivrance

d'un journal de navigation ou remplacement de ce document en cas de perte ».

Lorsqu'un navire construit ou acheté à l'étranger y est placé sous pavillon belge, le consul est amené à former le rôle d'équipage et éventuellement à délivrer le journal de navigation. Or, tandis que, sous le régime du tarif de 1897, il peut percevoir un droit du chef du remplacement d'un rôle d'équipage ou d'un journal de navigation égarés, ce tarif ne prévoit aucun émolument pour la formation des mêmes documents.

La modification proposée a pour objet de faire disparaître cette anomalie.

D. La rubrique 8 du projet vise le cas de la délivrance d'une lettre de mer provisoire pour permettre à un navire de se rendre directement ou avec escale dans un port belge ou de faire un voyage dans une autre direction avant de venir en Belgique.

L'article 9 a pour objet la délivrance d'une lettre de mer provisoire pour un navire non destiné à se rendre en Belgique.

Ces dispositions comblent une lacune qui existait dans le tarif de 1897. Cette lacune est d'autant plus frappante que la délivrance d'un passavant, en cas de perte de la lettre de mer, donne lieu à la perception d'un droit de 15 ou 25 francs. La nécessité de modifier cette situation apparaît surtout depuis que la loi du 20 septembre 1903 sur les lettres de mer est venue élargir les attributions des consuls et augmenter leur responsabilité en cette matière. Les droits proposés sont, en ce qui concerne l'article 8, les mêmes que ceux afférents à la délivrance d'un passavant.

Pour le cas de l'article 9, qui entraîne plus de formalités (voir article 4 de la loi du 20 septembre 1903), ces droits sont majorés de 5 francs.

E. L'article 11 du projet complète la rubrique 9 du tarif actuel en ce sens que la taxe perçue du chef de la délivrance d'une patente de santé pour un bâtiment étranger est étendue aux documents de même nature destinés aux bâtiments belges n'ayant pas donné lieu aux formalités d'expédition prévues aux nos 1 et 2.

Pour les bâtiments belges, la délivrance d'une patente de santé est comprise dans les formalités à remplir lors de l'expédition des navires. Aucune taxe n'est donc exigée de ce chef. Mais il se peut que, sans qu'il y ait lieu à l'accomplissement de ces formalités, une patente de santé soit délivrée. Le cas s'est présenté, notamment, pour des bateaux de plaisance ainsi que pour des navires partant sur lest. Il paraît donc nécessaire de prévoir expressément cette hypothèse.

F. L'article 24 a pour but de rétribuer le consul pour tous les actes non repris à la section I. Il se justifie par suite de la suppression de l'article 80 du tarif ancien.

G. Section IV. L'utilité des modifications apportées à cette partie du tarif est expliquée plus haut.

II. Section V. Comme le signale l'Exposé des motifs de la loi du 22 octobre 1897, les consuls peuvent, aux termes de l'article 43 de la loi organique des consulats du 31 décembre 1834, faire, dans les limites des usages et conventions diplomatiques, tous les actes conservatoires en cas d'absence ou de décès d'un Belge en pays étranger. Les rubriques 75, 76 et 78 du projet complètent le nombre des actes de cette nature soumis à taxation.

I. Section VI. Jusqu'ici, les consuls de carrière étaient exclus du bénéfice de la taxe établie pour « le recouvrement de créances, de successions » ou de sommes quelconques effectué à la suite de l'intervention consulaire ».

Le Gouvernement a jugé équitable de faire disparaître cette distinction entre les agents rétribués et les consuls marchands. Rien ne la justifie, en effet, et elle n'est spécifiée pour aucun autre numéro du tarif. De plus, les recouvrements de créances confiés à nos agents sont de jour en jour plus nombreux, et si le Département des Affaires Étrangères prête à cet égard à nos nationaux le concours le plus large et le plus empressé, il n'y a pas lieu cependant de priver certains de nos agents de la perception d'une taxe qui est bien minime relativement aux frais qu'auraient à supporter les intéressés belges s'ils s'adressaient à d'autres intermédiaires, d'un concours peut-être moins efficace. Aussi la note restrictive figurant à l'article 75 du tarif ancien (article 83 du projet) a-t-elle été supprimée.

Quant à la rubrique 80 du tarif de 1897 « Vacation du chancelier dans tous les cas non spécifiés », j'ai estimé ne pas devoir la reproduire dans le projet.

Cette disposition qui avait été empruntée jadis au tarif français ne concorde plus avec l'organisation actuelle de nos consulats. Tandis qu'en France les chanceliers ont des attributions propres, dressent certains actes et perçoivent les taxes en leur qualité de comptable, en Belgique ils ne remplissent que les fonctions qui leur ont été spécialement déléguées par le consul. Dans ces conditions, rien ne motive une taxe spéciale au profit du chancelier qui, lorsqu'il instrumente au lieu et place du consul, perçoit, au même titre que ce dernier, les droits stipulés par le tarif.

Au surplus, la taxe dont il s'agit eût fait double emploi avec les rubriques nouvelles qui, dans les sections principales du projet, frappent les actes non spécifiés (art. 21, 73 et 74).

Les considérations qui précèdent me semblent suffisantes pour justifier les propositions qui vous sont soumises. Aussi, le Gouvernement a-t-il la confiance que vous voudrez bien les adopter.

Le Ministre des Affaires Étrangères,
DAVIGNON.

(6)

Projet de loi revisant le tarif des droits à percevoir par les consuls belges à l'étranger.

Ontwerp van wet tot herziening van het tarief der door de Belgische consuls in het buitenland te heffen rechten.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est autorisé à présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le tableau annexé à la présente loi fixe le tarif des droits que les consuls belges à l'étranger sont autorisés à percevoir.

Aucune taxe autre que celles qui y sont désignées ne pourra être perçue par les consuls.

ART. 2.

Ce tarif sera exécutoire dans les limites des attributions conférées à chaque consul, le lendemain du jour où celui-ci en aura reçu notification.

ART. 3.

Le Gouvernement est autorisé à conclure avec les Puissances étrangères des arrangements établissant, sous condi-

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gemachtigd, in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EEN.

Het tarief der rechten, welke de Belgische consuls in het buitenland mogen heffen, is vastgesteld in de bij deze wet gevoegde lijst.

De consuls mogen geene andere rechten heffen, dan die welke daarin voorkomen.

ART. 2.

Dit tarief treedt in werking, binnen de perken van de bevoegdheid welke elken consul is toegekend, daags nadat deze er kennis van heeft ontvangen.

ART. 3.

De Regeering is gemachtigd, onder voorwaarde van wederkeerigheid met de vreemde Mogendheden schikkingen

tion de réciprocité, la gratuité de certaines des opérations consulaires soumises à des taxes en vertu du tarif ci-annexé.

ART. 4.

La loi du 22 octobre 1897 et le tarif annexé à ladite loi sont abrogés.

Donné à Laeken, le 17 juillet 1909.

te treffen, waarbij sommige der consulaire verrichtingen welke krachtens het hierbij gevoegde tarief aan rechten onderworpen zijn, kosteloos worden gesteld.

ART. 4.

De wet van 22 October 1897 en het aan die wet toegevoegde tarief zijn ingetrokken.

Gegeven te Laeken, den 17^e Juli 1909.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

ANNEXE

Tarif des droits à percevoir par les consuls belges à l'étranger.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

I. Les consuls sont autorisés à accorder, lorsqu'ils le jugeront convenable, remise totale ou partielle des droits fixés par le tarif.

La gratuité est acquise de plein droit :

1° Aux actes réclamés ou présentés par les ressortissants d'un pays avec lequel le Gouvernement a conclu un arrangement par application de l'article 3 de la présente loi et spécialement désignés dans cet arrangement ;

2° Aux expéditions et extraits d'actes de l'état civil destinés aux personnes dont l'indigence est dûment constatée et à toutes les autres pièces nécessaires à la célébration de leur mariage ;

3° Aux documents réclamés par le Ministre des Affaires Étrangères dans un intérêt public ou administratif ;

4° Aux certificats de vie, actes de notoriété et autres pièces délivrées pour pensions à charge de l'État ou des caisses des veuves et orphelins dont le service est fait par l'État, n'excédant pas 2,000 francs annuellement, et à ceux pour toutes autres pensions de 600 francs et au-dessous.

II. Les décrets ou arrêtés consulaires qui n'ont pour objet que la signification ou la transmission de requêtes, ou de tous autres actes, ne donnent lieu non plus à aucune perception.

III. Les rôles taxés, dans le tarif, sont de trente-cinq lignes à la page et de vingt syllabes à la ligne.

Le rôle commencé se paye en entier, s'il y en a un seul ; s'il y en a plusieurs, au prorata de la fraction de rôle.

IV. Les vacations sont de trois heures. La première vacation commencée est due en entier ; les autres se payent au prorata du temps écoulé.

Les actes tarifés par vacation constateront l'heure du commencement et celle de la fin des opérations, ainsi que les interruptions.

Il n'est pas dû de droit particulier pour la rédaction de la minute des actes et procès-verbaux taxés à la vacation.

V. Les consuls donneront quittance des taxes perçues et y renseigneront les numéros du tarif où celles-ci sont prévues.

Tarif des droits à percevoir par les consuls belges à l'étranger.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation.
SECTION I. — <i>Actes relatifs au commerce et à la navigation.</i>			
			Fr. C.
1	Expédition (*) d'un bâtiment qui a opéré son déchargement et son chargement complets ou partiels (?)	Droit proportionnel par tonneau jusqu'à 300 tonneaux (3).	0 25
	N. B. — Un bâtiment qui touche plus d'une fois <i>par an</i> (4) au même port n'est assujéti qu'une seule fois à la taxe entière de 25 centimes par tonneau. Si, dans un premier voyage, le navire n'a été soumis qu'à la taxe partielle faisant l'objet du numéro 2, celle-ci pourra, s'il y a lieu, être complétée dans un voyage subséquent, mais de manière que le même bâtiment ne paye jamais, par an, dans un même port, une taxe supérieure à 25 centimes par tonneau.		
2	Expédition (*) d'un bâtiment qui a fait seulement l'une ou l'autre de ces opérations, soit complètement, soit partiellement	Id.	0 12 1/2
3	Expédition (*) d'un bâtiment en relâche forcée ou volontaire, qui n'a embarqué ou débarqué ni marchandises ni passagers	Droit fixe.	5 »
	Expédition (*) d'un bâtiment relâchant dans une rade en vue de faire une déclaration à une autorité étrangère ou d'acquitter un droit de passage. Aller et retour.	Id.	5 »
4	Courtage et interprétation (5)	Id.	20 »

(*) Sous cette dénomination est compris l'ensemble des formalités et actes ordinaires qui peuvent être requis du consulat à l'arrivée et au départ, savoir : 1° rapport à l'arrivée, simple; 2° certificats d'arrivée et de départ; 3° rapport concernant la santé; 4° visa du journal ou registre de bord, de la lettre de mer, du rôle d'équipage; 5° visa et enregistrement des manifestes d'entrée et de sortie; 6° déclaration de simple relâche; 7° mouvement à inscrire sur le rôle d'équipage, à cause d'hommes embarqués ou débarqués; 8° dépôts et procès-verbaux de dépôt de tout acte dressé par le capitaine pour cause de désertion, à l'occasion d'un crime ou d'un délit, d'une naissance, d'un décès; dépôt de testament, d'inventaires faits en mer, ainsi que des objets inventoriés; 9° actes de dépôt ou de cautionnement des sommes destinées aux frais de rapatriement, de maladie, d'enterrement de marins laissés à terre; 10° patente de santé pour un bâtiment ou visa d'une patente de santé; 11° certificat quelconque exigé par l'autorité locale pour permettre la sortie du navire.

(?) N'est considéré, quant à l'application du droit, comme chargement ou déchargement partiel, que celui qui comporte une quantité d'au moins 10 tonneaux.

(3) Au delà de 300 tonneaux, le droit cesse d'être applicable.

(4) Les mots « par an » doivent être compris comme s'appliquant à l'année commençant le 1^{er} janvier et finissant le 31 décembre.

(5) Cette taxe n'est applicable qu'à Constantinople. Elle répond à un service spécial.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation. Fr. C.
5	Délivrance d'un rôle d'équipage ou remplacement ⁽¹⁾ de ce document en cas de perte :		
	Pour un navire de 300 tonneaux et au-dessous	Droit fixe.	8 »
	Pour un navire de plus de 300 tonneaux jusqu'à 1,000 tonneaux	Id.	10 »
	Pour un navire de plus de 1,000 tonneaux, jusqu'à 2,000 tonneaux	Id.	15 »
	Pour un navire de plus de 2,000 tonneaux	Id.	20 »
6	Délivrance d'un journal de navigation ou remplacement ⁽²⁾ de ce document en cas de perte	Par journal.	10 »
7	Addition de feuilles au rôle d'équipage ou au journal de navigation	Pour la 1 ^{re} feuille. Pour les feuilles subséquentes, jusqu'à la dixième. Pour les feuilles postérieures à la 10 ^e .	3 » 0 50 0 25
8	Délivrance d'une lettre de mer provisoire pour permettre à un navire de se rendre, directement ou avec escale, dans un port belge ou de faire un voyage dans une autre direction avant de venir en Belgique :		
	Pour un navire de 300 tonneaux et au-dessous	Droit fixe.	15 »
	Pour un navire de plus de 300 tonneaux.	Id.	25 »
9	Délivrance d'une lettre de mer provisoire pour un navire non destiné à se rendre en Belgique :		
	Pour un navire de 300 tonneaux et au-dessous	Id.	20 »
	Pour un navire de plus de 300 tonneaux.	Id.	30 »
	<i>N. B.</i> — La désignation des experts chargés de délivrer le certificat de navigabilité du navire et le visa des signatures apposées par les experts sur ledit certificat donnent respectivement ouverture à la perception des droits de 6 francs et de 3 francs fixés par les nos 15 et 33 du tarif.		
10	Délivrance d'un passavant en cas de perte de la lettre de mer :		
	Pour un bâtiment de 300 tonneaux et au-dessous	Id.	15 »
	— de plus de 300 tonneaux	Id.	25 »
11	Patente de santé pour un bâtiment belge n'ayant pas donné lieu aux formalités d'expédition prévues aux nos 1 et 2, ou pour un bâtiment étranger.	Id.	6 »
12	Visa d'une patente de santé pour un bâtiment étranger	Id.	1 50
13	Protêt fait par le capitaine, à son arrivée, avec interrogatoire des gens de l'équipage et des passagers, ou procès-verbal de sauvetage d'un bâtiment naufragé ou capturé	Id.	10 »
14	Contrat d'affrètement ou charte-partie, pour autant qu'il soit requis par le capitaine	Id.	15 »

⁽¹⁾ Sur la déclaration affirmée et signée par le capitaine, en tête de la pièce donnée en remplacement.

⁽²⁾ En sus du remboursement du coût du journal fourni.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation. Fr. C.
15	Arrêté ou procès-verbal du consul en matière commerciale ou maritime. — Nomination d'experts et procès-verbal de prestation de serment. — Dépôt de rapport d'experts. — Homologation d'un règlement d'avarie Par acte. Droit fixe. N. B. — La rémunération des experts, payée à part, suivant l'usage des lieux.	Droit fixe.	6 »
16	Expédition d'un rapport d'experts	Premier rôle. Chaque rôle en sus.	6 » 3 »
17	Acte de délaissement d'un navire ou de marchandises dressé par le consul ou par le chancelier du consulat	Premier rôle. Chaque rôle en sus.	6 » 3 »
18	Calcul et règlement d'un compte d'avarie, à la personne qui en est chargée	Droit proportionnel (¹) jusqu'à 10,000 fr. Sur le surplus.	¹ / ₄ p. c. ¹ / ₈ p. c.
19	Contrat de prêt à la grosse aventure prévu par l'article 24 du Code de commerce, livre II, loi du 21 août 1879, et affecté sur les objets désignés par l'article 157 du même Code; quand l'acte est autorisé par le consul.	Par acte.	15 »
20	Vente aux enchères : 1° de marchandises, dans le cas prévu par l'article 24 du Code de commerce; 2° d'un bâtiment ou d'une portion de bâtiment, d'embarcation, d'agrès et autres articles d'inventaire, quand la vente se fait devant le consul ou devant le chancelier.	Jusqu'à 20,000 fr. Sur le surplus.	1 p. c. (²) ¹ / ₂ p. c.
21	Acte ou procès-verbal dressé par le consul en matière commerciale ou maritime dans les cas non spécifiés	Par vacation.	10 »
SECTION II. — Actes de l'état civil et actes de nationalité (³).			
22	Expédition d'un acte de naissance ou de décès.	Par acte.	3 »
23	Expédition d'un acte de mariage; d'un acte de reconnaissance d'enfant naturel; d'un acte de naissance avec mention de reconnaissance d'enfant naturel faite par acte spécial ou avec mention de légitimation contenue dans un acte de mariage; d'un acte de divorce.	Id.	6 »
24	Expédition d'un acte de mariage comprenant légitimation d'enfant naturel	Id.	9 »
25	Affiche d'acte de publication de mariage, certificat de publication et de non-opposition	Id.	1 50
26	Expédition d'un acte de déclaration de nationalité	Id.	6 »

(¹) Le droit n'est dû que sur la somme formant le montant de l'avarie.

(²) Non compris le salaire du crieur public, selon l'usage des lieux.

(³) La minute des actes de l'état civil et des actes de nationalité ne donne lieu à aucune perception.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation.
SECTION III. — <i>Actes administratifs.</i>			
			Fr. C.
27	Passeports ordinaires ⁽¹⁾	Par acte.	8 »
28	Passeports à des gens de mer	Id.	Gratis.
29	Visa de passeports ordinaires ⁽²⁾	Par visa.	1 50
30	Visa de passeports pour gens de mer	Id.	Gratis.
31	Certificat de vie	Par certificat.	3 »
32	Certificat d'immatriculation, de nationalité et patente de protection ⁽²⁾	Par acte.	4 »
33	Visa de certificat d'immatriculation, de nationalité, de patente de protection, ou tout autre visa non spécifié	Par visa.	3 »
34	Visa du manifeste, de la charte-partie, ou du connaissance pour des navires étrangers ⁽³⁾	Id.	3 »
35	Certificat d'origine, de provenance, de destination, de débarquement	Par certificat.	5 »
36	Certificat à délivrer aux navires étrangers en relâche ⁽⁴⁾	Id.	5 »
37	Certificat quelconque requis par l'autorité locale	Id.	3 »
38	Légalisations ⁽⁵⁾	Par légalisation.	3 »
SECTION IV. — <i>Actes du ministère des notaires</i> ⁽⁶⁾ .			
39	Testaments et codicilles par actes publics	Par vacation.	15 »
40	Dépôt d'un testament olographe et procès-verbal	Par acte.	15 »
41	Retrait du dépôt d'un testament olographe. — Acte de décharge	Id.	10 »
42	Dépôt d'un testament mystique. — Acte de suscription	Id.	25 »
43	Retrait du dépôt d'un testament mystique. — Acte de décharge	Id.	10 »
44	Présence à l'ouverture d'un testament mystique	Id.	20 »
45	Consentement à mariage	Par acte	8 » 10 »

(1) Dans beaucoup de pays les passeports et le visa de passeports sont abolis, et il ne pourra être opéré des perceptions de ce chef que lorsque ces actes seront absolument nécessaires.

(2) L'inscription sur les registres du consulat ne donne lieu à aucune perception.

(3) Pour les navires belges, le visa est compris dans les expéditions ou actes ordinaires (voir la note I, p. 11).

(4) Pour les navires belges, le coût de ces certificats est compris dans les expéditions.

(5) La légalisation par le consul d'un acte reçu par le chancelier, de même que celle d'un acte fait ou légalisé par un agent du consulat ne donne lieu à aucune perception. La légalisation de plusieurs signatures apposées sur le même acte ne compte que pour une légalisation.

(6) Les émoluments pour les actes du ministère des notaires ne sont pas dus si l'acte, la copie ou l'extrait est nul par la faute du consul. L'honoraire tarifé d'un acte comprend, à l'exclusion de tous les déboursés, l'émolument de tous les devoirs principaux et accessoires du ministère des notaires auxquels cet acte donne lieu, sauf les droits de rôle ou de copie et les frais de déplacement, de séjour et de nourriture. L'honoraire de la disposition tarifée au taux le plus élevé est seul perçu lorsqu'un acte contient des dispositions qui dérivent ou dépendent les unes des autres, au point d'impliquer, en droit ou en fait, une seule opération. Lorsque cette connexité n'existe pas, l'honoraire de chacune des dispositions est perçu sans cependant qu'une même valeur puisse subir plus d'une fois l'honoraire proportionnel.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation.
Acte respectueux pour contracter mariage :			
			Fr. C.
46	— réquisition	Par acte.	12 »
47	— notification aux père et mère	Id.	18 »
48	— réquisition et notification simultanées.	Id.	25 »
49	Autorisation maritale (1)	Par acte	{ en brevet. 12 » en minute 15 »
50	Autorisation à un mineur pour faire le commerce.	Par acte	{ en brevet. 12 » en minute 15 »
51	Reconnaissance d'enfant naturel (par acte entre-vifs).	Par acte.	15 »
52	Acte de notoriété	Par acte	{ en brevet. 10 » en minute 12 »
53	Décharge de mandat, de dépôt, de pièces de vente de meubles, etc.	Par acte	{ en brevet. 10 » en minute 12 »
54	Procuration générale	Id.	20 »
55	Procuration spéciale	Par acte	{ en brevet. 10 » en minute 12 »
56	Révocation ou substitution de pouvoirs.	Id.	10 » 12 »
57	Quittance	Sur le montant des sommes reçues.	0.50 p. c. sur les premiers 3,000 fr. 0.40 — 7,000 fr. suivants. 0.35 — 15,000 — 0.25 — 25,000 — 0.15 — 150,000 — 0.10 — 300,000 — 0.03 — 500,000 — 0 sur le surplus.
58	Dépôt d'un acte sous seing privé.	Par acte.	15 »
59	Nomination de conseil (article 392 du Code civil) ou de tuteur (art. 398 du Code civil).	Id.	15 »
60	Donation de biens à venir entre époux pendant le mariage	Id.	20 »
61	Donation de biens présents à des non successibles et par préciput à des successibles	Sur la valeur des biens donnés.	1 fr. p. c. sur les premiers 15,000 fr. 0.75 — 35,000 fr. suivants. 0.50 — 50,000 — 0.25 — 400,000 — 0.15 — 500,000 — 0.10 p. c. sur le million suivant. 0.05 p. c. sur les 3 millions suivants. 0 sur le surplus. Minimum : 20 fr.

(1) Cette taxe devra être réduite de moitié lorsque l'acte fait en suite de l'autorisation sera reçu par le même consul.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation. Fr. C.
62	Donation de biens présents en avancement d'hoirie à des successibles	Sur la valeur des biens donnés.	0,65 p. c. sur les premiers 15,000 fr. 0,50 — 35,000 fr. suivants. 0,30 — 50,000 — 0,15 — 400,000 — 0,10 — 500,000 — 0,07 p. c. sur le million suivant. 0,03 p. c. sur les 3 millions suivants. 0 sur le surplus.
63	Acceptation (<i>par acte séparé</i>) de donations, de legs, etc.	Par acte.	15 »
64	Révocation pure et simple de legs, de testament	Id.	20 »
	Révocation pure et simple de donation de biens à venir entre époux :		
65	Par acte entre-vifs.	Id.	10 »
66	Par testament	Id.	20 »
67	État de dettes, d'immeubles, estimatif de lieux, etc.	Par rôle.	10 »
68	Vente et cession de gré à gré de meubles ou d'immeubles	Sur le prix de la vente.	1,50 p. c. sur les premiers 5,000 fr. 1,00 — 20,000 fr. suivants. 0,75 — 50,000 — 0,50 — 125,000 — 0,25 — 800,000 — 0,10 p. c. sur le million suivant. 0,05 p. c. sur le million suivant. 0 sur le surplus. Minimum : 8 fr.
69	Contrat de mariage.	Par acte.	{ Minimum : 15 fr. { Maximum : 500 fr.
	Pour les donations par contrat de mariage, percevoir, suivant les cas, la taxe des nos 60, 61 et 62 relatifs aux donations.		
70	Inventaire. — Confection du procès-verbal.	Par vacation.	12 »
	Pas de taxe spéciale pour le classement et l'analyse des papiers à inventorier.		
71	Contrat de société :		
	A. — Acte constitutif de société anonyme ou en commandite par actions	Sur le montant du capital social souscrit.	0,50 p. c. sur les premiers 75,000 fr. 0,25 — 225,000 fr. suivants. 0,10 — 700,000 — 0,08 p. c. sur le million suivant. 0,05 p. c. sur les 5 millions suivants. 0,03 p. c. sur les 10 millions suiv. 0,01 p. c. sur les 15 millions suiv. 0 sur le surplus. Minimum : 30 fr.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation. Fr. C.
	<i>B</i> — Acte constitutif de toutes autres sociétés	Sur le capital souscrit.	0.25 p. c. sur les premiers 75,000 fr. 0.15 — 225,000 fr. suivants. 0.05 — 700,000 — 0.04 p. c. sur le 1 million — 0.03 p. c. sur les 5 millions — 0.02 — 10 — — 0.01 — 15 — — 0 sur le surplus. Minimum : 30 fr.
	<i>C</i> — Acte portant augmentation du capital social.	—	Appliquer le taux des litt. <i>A</i> ou <i>B</i> comme si tout le capital avait été constitué en une fois. Minimum : 20 francs.
	<i>D</i> — Acte constitutif de sociétés dont le capital n'est pas exprimé	—	Minimum : 30 francs
	<i>E</i> — Actes de nomination d'un ou de plusieurs gérants, administrateurs ou commissaires	—	15 »
	<i>F</i> — Tout autre acte modificatif.	—	Minimum : 20 francs.
72	Actes unilatéraux non dénommés	Par acte.	12 »
73	Actes et contrats synallagmatiques ou bilatéraux non dénom- més	Id.	20 »
74	Grosse, expédition ou extrait des actes désignés en la présente section	Par rôle.	4 »
SECTION V. — Actes conservatoires après décès ⁽¹⁾ .			
75	Réquisition à fin d'apposition ou de levée de scellés	Par acte.	8 »
76	Opposition à la levée des scellés	Id.	8 »
77	Procès-verbal d'apposition et procès-verbal de levée des scellés.	Par vacation.	9 »
78	Substitution ou remplacement du gardien des scellés	Id.	9 »
79	Convocation d'un conseil de famille	Id.	9 »
80	Procès-verbal d'une délibération du conseil de famille	Id.	9 »
81	Expédition ou extrait des procès-verbaux mentionnés ci- avant	Par rôle.	4 »

(¹) En cas d'indigence des intéressés, il doit être fait remise des taxes qui font l'objet de cette section.

N° d'ordre.	NATURE DES ACTES.	Base de la perception.	Taxation.
SECTION VI. — Actes divers.			
			Fr C.
82	Dépôt volontaire de sommes d'argent, matières premières, valeurs négociables, marchandises ou effets mobiliers (¹).	1° Par acte de dépôt. 2° Droit sur le montant de la somme ou de la valeur estimée.	6 » 1/2 p. c. pour les 6 premiers mois du dépôt ou moins; 1/4 p. c. pour chaque trimestre ou fraction de trimestre au delà des 6 premiers mois.
83	Recouvrement de créances, de successions ou de sommes quelconques effectué à la suite de l'intervention consulaire (²)	Sur le montant des valeurs recouvrées.	1 p. c. sur les premiers 20,000 francs; 1/2 p. c. sur les 10,000 fr. suivants; 1/4 p. c. sur les 10,000 fr. suivants; 0 sur le surplus.
84	Décret, acte ou procès-verbal non spécialement tarifé.	Premier rôle. Chaque rôle en sus.	6 » 3 »
85	Expédition ou extrait d'un acte non spécialement tarifé	Par rôle.	3 »
86	Copie en langue étrangère	Premier rôle. Chaque rôle en sus.	7 » 4 »
87	Traduction certifiée conforme	Premier rôle. Chaque rôle en sus.	8 » 5 »

SECTION VII. — Frais de déplacement et de séjour.

88	Frais de déplacement du consul, du vice-consul ou du chancelier	—	Le montant des déboursés (³).
89	Frais de séjour du consul ou du vice-consul	Par jour.	20 »
90	Frais de séjour du chancelier.	Id.	15 »

(¹) Le droit proportionnel à percevoir lors du retrait du dépôt, n'est pas exigible lorsque le dépôt ne comprend que des pièces, des effets ou des titres nominatifs qui, en cas de perte, de vol ou de destruction, peuvent être remplacés sans préjudice pour le dépositaire. L'acte de retrait d'un dépôt ne donne lieu à aucun droit.

(²) Le cumul du droit de recouvrement avec le droit de dépôt est interdit.

(³) Le compte de ces frais, que les agents s'efforceront d'ailleurs de renfermer dans les limites les plus étroites, sera affirmé par le consul pour les dépenses qui le concernent, et visé par lui pour celles qui concernent le vice-consul ou le chancelier.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 JULI 1909.

Ontwerp van wet tot herziening van het tarief der door de Belgische consuls
in het buitenland te heffen rechten.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Krachtens onze verdragen met verschillende Mogendheden ⁽¹⁾ en luidens de wet van 20^{en} October 1897, zijn al onze consuls thans gemachtigd tot het waarnemen van het notarisambt.

De door hen opgemaakte akten, die in België van rechtswege uitvoerbaar zijn, zijn doorgaans goed opgesteld en behoeven noch door de buitenlandsche overheden gewaarmerkt, noch door een heëdigd vertaler vertaald te worden. Onze landgenooten, die in het buitenland akten of rechtsgeldige contracten te sluiten hebben, waardeeren steeds beter de voordeelen en de waarborgen, welke de notaricele bevoegdheid onzer consuls hen verschaft, en wenden zich bij voorkeur tot deze agenten; slechts bij uitzondering

(1) Die landen zijn thans 9 in getal, te weten :

Spanje	consulaire overeenkomst van	19 ^{en} Maart 1870;
Italië	id.	22 ^{en} Juli 1878;
Vereenigde Staten van Amerika.	id.	9 ^{en} Maart 1880;
Rumenië	id.	31 ^{en} December 1880;
Portugal	id.	10 ^{en} November 1880;
Griekenland	id.	13/25 ^{en} Mei 1895;
Japan	id.	22 ^{en} December 1896;
Republiek Nicaragua	id.	2 ^{en} October 1905;
Peru	id.	18 ^{en} Juli 1906.

besluiten zij tot de vaak duurdere bemiddeling van notarissen ter plaatse.

Hieruit volgt, dat onze agenten van den uitwendigen dienst, die voorheen slechts enkele eenvoudige akten hadden op te maken, als toestemming in een huwelijk, volmachten, kwijtschriften en andere gewoonlijke akten, thans als notaris handelen bij het regelen van hoogst gewichtige belangen, als die welke in het buitenland verbonden zijn aan de handels- en nijverheidsondernemingen onzer landgenooten.

Nu die uitbreiding van de notarieele bevoegdheid geleid heeft tot zulke praktische gevolgen, die niet te voorzien waren bij het opmaken van afdeling IV van het aan de wet van 22^o October 1897 toegevoegd tarief der door consuls te heffen rechten, meent de Regeering dat het wenschelijk is sommige bepalingen van dat gedeelte van voormeld tarief te wijzigen en er enkele nieuwe posten in op te nemen.

Thans heffen de consuls op de kwijtschriften, op de akten tot gifte van aanwezige goederen en op de akten tot verkoop of afstand van roerende of onroerende goederen, geëvenredigde rechten die, daar zij niet beperkt zijn, soms zeer hoog kunnen belooopen (1).

Naar het oordeel van de Regeering, dient het maximum van die rechten bepaald — wat zij trouwens doet bij artikelen 57, 61, 62 en 68 van het ontwerp — op den grondslag van de loongelden, die bij koninklijk besluit van 27^o Maart 1893, genomen tot uitvoering der wet van 31^o Augustus 1891, voor dezelfde akten toegekend zijn aan de notarissen binnen het Rijk.

Ten andere, zooals blijkt uit de Memorie van toelichting der wet van 22^o October 1897, zijn in het thans nog geldend tarief der door de consuls te heffen rechten slechts die notarieele akten opgesomd, die het meest gevraagd worden. In eene zaak, die aan zoo vele en zoozeer verscheiden belangen

(1) Tarief, toegevoegd aan de wet van 22 October 1897 :

Artikel 54.	. Kwijtschrift	Op het bedrag der ontvangen gelden.	$\frac{1}{2}$ % tot 30,000 frank; $\frac{1}{4}$ % op het overige; minimum : 10 frank.
Artikel 58.	. Gifte van aanwezige goederen aan niet-erfgechtigden of bij vooruitmaking aan erfgechtigden.	Op de waarde der gegeven goederen.	$\frac{3}{4}$ % tot 100,000 frank; $\frac{1}{4}$ % op het overige; minimum : 20 frank.
Artikel 59.	. Gifte van aanwezige goederen bij voorschot op de erfenis aan erfgechtigden.	Id.	$\frac{1}{2}$ % tot 100,000 frank; $\frac{1}{3}$ % op het overige; minimum : 10 frank.
Artikel 65.	. Onderhandsche verkoop en afstand van roerende en onroerende goederen.	Op de koopsom.	1 % tot 25,000 frank; $\frac{1}{2}$ % van 25,000 tot 100,000 frank; $\frac{1}{4}$ % op het overige; minimum : 8 frank.

raakt, valt het inderdaad lastig elke der akten die afgeleverd kunnen worden, door een bijzonder artikel aan te wijzen. De praktijk leert ons echter, dat het nuttig is eenen post te wijden :

1^o Aan verschillende contracten betreffende naamlooze en andere vennootschappen, die hare hoofdrichting, een hulphuis of eenigen zetel van verrichtingen in België hebben;

2^o Aan andere niet afzonderlijk genoemde akten; deze dienden in twee reeksen verdeeld, te weten : de eenzijdige akten, onderworpen aan een vast recht van twaalf frank, en de wederzijdsche of tweezijdige akten, waarvoor een vast recht van twintig frank verschuldigd zou zijn. Zulke verschillende tarifeering is natuurlijk, aangezien de contracten van de tweede reeks, waarbij partijen elkander wederzijds verbinden, doorgaans belangrijker zijn en uitgebreider uitwerking hebben dan eenzijdige akten (*Burgerlijk Wetboek*, art. 1102 en 1103).

Voorts worden voor de akten van vennootschap juist dezelfde rechten geheven als voor de in België opgemaakte akten van denzelfden aard.

Naar aanleiding van het bij dit ontwerp voorgestelde bedrag der geëvenredigde rechten, past eene laatste opmerking.

Aangezien de consuls de akten en contracten die tot het notarisambt behooren, overeenkomstig de Belgische wetten op de zaak ontvangen, scheen het redelijk toe, hun loon gelijk te stellen met de in België toepasselijke gelijke rechten. Door een lager tarief zou men, trouwens, de belangen der Belgische notarissen kunnen krenken. In dat geval, ware het inderdaad te voorzien dat zelfs inwoners van het Rijk, spaarzaamheids halve, hunne contracten lieten opmaken in onze consulskanselarijen in een naburig land.

Ziedaar, Mijne Heeren, de redenen die de Regeering er toe genoopt hebben in haar ontwerp de wijzigingen op te nemen, welke zij voorstelt te brengen aan afdeeling IV van het thans geldend tarief.

Nu blijft mij nog over, een overzicht te doen van de andere hoofdpunten, waaromtrent het onderhavig ontwerp verschilt met het voormalig tarief.

A. Bij artikel 3 van het wetsontwerp, wordt de Regeering gemachtigd, onder voorwaarde van wederkeerigheid met vreemde Mogendheden schikkingen te treffen, waarbij sommige der consulaire verrichtingen welke krachtens het tarief aan rechten onderworpen zijn, kosteloos worden gesteld.

Deze bepaling heeft onder andere ten doel, vanwege de agenten van andere landen kosteloze aflevering en waarmerking te bekomen van getuigschriften van herkomst; zij is van aard de wenschen te bevredigen, die daaromtrent door onzen uitvoerhandel werden geopperd.

B. Om, des voorkomend, de uitvoering van de vorenstaande bepaling te verzekeren, is eene alinea toegevoegd aan cijfer I van de aanmerkingen van algemeenen aard, die het tarief voorafgaan.

De derde alinea van nummer IV derzelfde aanmerkingen is eveneens nieuw; daarbij wordt aan consuls verboden eenig recht te heffen voor het opstellen van de minuut der per zitting getarifeerde akten en processen-verbaal.

C. Afdeling I. De posten 5 « vervanging bij verlies van eene monsterrol » en 6 « vervanging bij verlies van een scheepsboek » zijn gewijzigd als volgt: « 5. Afgifte van eene monsterrol of vervanging van dat stuk bij verlies » en « 6. Afgifte van een scheepsboek of vervanging van dat boek bij verlies ».

Wanneer een in den vreemde gebouwd of gekocht schip aldaar onder Belgische vlag is gesteld, heeft de consul de monsterrol op te maken en, des voorkomend, het scheepsboek af te leveren. Nu, dan als hij, krachtens het tarief van 1897, een recht mag vergen uit hoofde van de vervanging van een verloren monsterrol of scheepsboek, is bij dat tarief geenerlei loon voorzien voor het opmaken van een of ander.

De voorgestelde wijziging heeft ten doel die ongerijmdheid te doen verdwijnen.

D. Post 8 van het ontwerp doelt op het geval van de afgifte van een voorloopigen scheepsbrief om aan een schip toe te laten zich rechtstreeks, of mits eene andere haven aan te doen, in eene Belgische haven te begeven, of nog eene reis te doen in eene andere richting vooraleer in België te komen.

Artikel 9 voorziet de afgifte van een voorloopigen scheepsbrief voor een schip dat niet bestemd is om naar België te varen.

Door die bepalingen wordt eene leemte in het tarief van 1897 aangevuld. Deze leemte treft des te meer, daar de afgifte van een vrijgeleide, bij verlies van den scheepsbrief, aanleiding geeft tot de heffing van een recht van 15 of 25 frank. Verandering in dien toestand komt vooral noodzakelijk voor, nu door de wet van 20ⁿ September 1903 op de scheepsbrieven, de werkzaamheden der consuls uitgebreid en hunne verantwoordelijkheid te dier zake vergroot zijn. De voorgestelde rechten zijn, wat betreft artikel 8, dezelfde als voor de afgifte van een vrijgeleide.

Voor het geval van artikel 9, dat meer formaliteiten vergt (zie artikel 4 der wet van 20ⁿ September 1903), zijn die rechten verhoogd met 5 frank.

E. Artikel 11 van het ontwerp vult post 9 van het voormalig tarief aan, in dien zin dat het recht uit hoofde van de afgifte van een gezondheids-patent voor een vreemd vaartuig uitgebreid wordt tot de stukken van denzelfden aard bestemd voor Belgische vaartuigen, die geen aanleiding hebben gegeven tot de formaliteiten van verzending, bedoeld bij n^{os} 1 en 2.

Voor Belgische vaartuigen, is de afgifte van een gezondheidspatent begrepen in de bij de verzending der schepen te vervullen formaliteiten. Uit dien hoofde wordt dus geenerlei recht gevergd. Maar het kan gebeuren, dat een gezondheidspatent wordt afgegeven zonder dat er aanleiding besta

tot het vervullen van die formaliteiten. Het geval heeft zich onder andere voorgedaan voor speelbooten, alsmede voor op ballast vertrekkende schepen. Het komt dus noodzakelijk voor, dat geval uitdrukkelijk te voorzien.

F. Artikel 24 heeft ten doel den consul te loonen voor al de akten, niet opgenomen in artikel 4. Het wordt gerechtvaardigd door de intrekking van artikel 80 van het voormalig tarief.

G. Afdeling IV. Het nut van de wijzigingen, aan dat gedeelte van het tarief toegebracht, is hooger uitgelegd.

H. Afdeling V. Zooals gezegd in de Memorie van toelichting der wet van 22^o October 1897, mogen de consuls, luidens artikel 43 der wet van 31^o December 1851 op de inrichting der consulaten, binnen de perken der diplomatieke gebruiken en overeenkomsten, alle akten van bewaring doen in geval van afwezigheid of overlijden van eenen Belg in den vreemde. Door de posten 75, 76 en 78 van het ontwerp wordt het getal der zoodanige aan rechten onderhevige akten aangevuld.

I. Afdeling VI. Tot dusverre waren de bezoldigde consuls verstoken van het voordeel van het recht op « invordering van schulden, nalatenschappen of om 't even welke sommen, gedaan tengevolge van consulsbemiddeling ».

De Regeering meent dat het billijk is, dat onderscheid tusschen bezoldigde en onbezoldigde consuls te doen verdwijnen. Het wordt, inderdaad, door niets gewettigd en door geen enkel ander artikel van het tarief bepaald. Daarenboven wordt invordering van schulden steeds meer en meer aan onze agenten opgedragen, en al verleent het Departement van Buitenslandsche Zaken te dien opzichte aan onze landgenooten de ruimste en meest gereede medewerking, dan bestaat er toch geen reden om sommige onzer agenten te berooven van de heffing van een recht dat zeer gering mag heeten, in vergelijking tot de kosten welke de Belgische belanghebbenden te betalen zouden hebben, moesten zij zich wenden tot andere tusschenpersonen, wier medewerking wellicht minder doeltreffend zou zijn. Ook is de beperkende nota, voorkomende bij artikel 75 van het voormalig tarief (art. 83 van het ontwerp), weggefallen.

Wat post 80 van het tarief van 1897 « Zitting van den kanselier in alle niet afzonderlijk vermelde gevallen » betreft, heb ik gemeend dien in het ontwerp niet te moeten overnemen.

Deze bepaling, die certijds aan het Fransch tarief ontleend werd, komt niet meer overeen met de tegenwoordige inrichting van onze consulaten. In Frankrijk, hebben de kanseliers eigen werkzaamheden, maken zij sommige akten op en heffen zij de rechten in hunne hoedanigheid van rekenplichtige ambtenaren; in België, daarentegen, vervullen zij slechts de plichten die hun door den consul bijzonder worden opgedragen. Derhalve bestaat er geen reden tot het stellen van een bijzonder recht ten voordeele

van den kanselier, die, wanneer hij in de plaats van den consul handelt, evenals deze de rechten heft, die in het tarief zijn bepaald.

Bedoeld recht ware overigens eene herhaling van de nieuwe posten die, in de voornaamste afdeelingen van het ontwerp, de niet afzonderlijk genoemde akten treffen (art. 24, 73 en 74).

De vorenstaande beschouwingen komen mij voldoende voor tot wettiging van de U overgelegde voorstellen. Ook vertrouwt de Regeering dat gij ze zult gelieven goed te keuren.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

Projet de loi revisant le tarif des droits à percevoir par les consuls belges à l'étranger.

Ontwerp van wet tot herziening van het tarief der door de Belgische consuls in het buitenland te heffen rechten.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est autorisé à présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le tableau annexé à la présente loi fixe le tarif des droits que les consuls belges à l'étranger sont autorisés à percevoir.

Aucune taxe autre que celles qui y sont désignées ne pourra être perçue par les consuls.

ART. 2.

Ce tarif sera exécutoire dans les limites des attributions conférées à chaque consul, le lendemain du jour où celui-ci en aura reçu notification.

ART. 3.

Le Gouvernement est autorisé à conclure avec les Puissances étrangères des arrangements établissant, sous condi-

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gemachtigd, in Onzen naam aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL ÉEN.

Het tarief der rechten, welke de Belgische consuls in het buitenland mogen heffen, is vastgesteld in de bij deze wet gevoegde lijst.

De consuls mogen geene andere rechten heffen, dan die welke daarin voorkomen.

ART. 2.

Dit tarief treedt in werking, binnen de perken van de bevoegdheid welke elken consul is toegekend, daags nadat deze er kennis van heeft ontvangen.

ART. 3.

De Regeering is gemachtigd, onder voorwaarde van wederkeerigheid met de vreemde Mogendheden schikkingen

tion de réciprocité, la gratuité de certaines des opérations consulaires soumises à des taxes en vertu du tarif ci-annexé.

ART. 4.

La loi du 22 octobre 1897 et le tarif annexé à ladite loi sont abrogés.

Donné à Laeken, le 17 juillet 1909.

te treffen, waarbij sommige der consulaire verrichtingen welke krachtens het hierbij gevoegde tarief aan rechten onderworpen zijn, kosteloos worden gesteld.

ART. 4.

De wet van 22 October 1897 en het aan die wet toegevoegde tarief zijn ingetrokken.

Gegeven te Laeken, den 17ⁿ Juli 1909.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

BIJLAGE

Tarief der door de Belgische consuls in het buitenland te heffen rechten.

AANMERKINGEN VAN ALGEMEENEN AARD.

I. De consuls mogen, als zij het gepast oordeelen, geheele of gedeeltelijke vrijstelling verleenen van de door het tarief bepaalde rechten.

Worden, van rechtswege, kosteloos verstrekt :

1^o Akten gevraagd of voorgelegd door de onderhoorigen van een land waarmee de Regeering eene schikking heeft getroffen bij toepassing van artikel 3 dezer wet en in bedoelde schikking bijzonder vermeld ;

2^o Afschriften en uittreksels van akten van den burgerlijken stand, bestemd voor personen, wier onvermogen behoorlijk bewezen is, en alle andere tot het sluiten van hun huwelijk noodige stukken ;

3^o Stukken, gevraagd door den Minister van Buitenlandsche Zaken, in het belang van het algemeen of van het beheer ;

4^o Levensbewijzen, akten van notoriëteit en andere stukken, afgeleverd voor pensioenen van niet meer dan 2,000 frank per jaar, ten laste van den Staat of van de weduwen- en weezenkassen onder beheer van den Staat, en die voor elk ander pensioen van 600 frank of minder.

II. Voor consulsdecreten of -besluiten, enkel ten doel hebbende de betekening of de opzending van verzoekschriften, of van alle andere akten, wordt evenmin iets geheven.

III. In het tarief wordt het blad gerekend tegen vijf en dertig regels van twintig lettergrepen elk.

Het begonnen blad wordt geheel gerekend, als er maar één is ; zijn er meer bladen, dan in verhouding tot het gedeelte van het blad.

IV. De zitting duurt drie uren. De begonnen eerste zitting is geheel verschuldigd; de andere zittingen worden betaald in verhouding tot den verloopenen tijd.

In de akten welke per zitting getarifeerd zijn, worden de tijd van den aanvang en de tijd van het sluiten der verrichtingen, alsmede elke afbreking vastgesteld.

Geen bijzonder recht is verschuldigd voor het opstellen van de minuut der per zitting getarifeerde akten en processen-verbaal.

V. De consuls geven kwijtschrift van de geheven rechten en vermelden daarbij de tariefnummers, waaronder die rechten voorkomen.

Tarief der door de Belgische consuls in het buitenland te heffen rechten.

Door- lopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht.
AFDEELING I. — <i>Akten betreffende den handel en de scheepvaart.</i>			
	Verzending ⁽¹⁾ van een vaartuig dat zijne geheele of gedeel- telijke lossing en lading gedaan heeft ⁽²⁾	Geëvenredigd recht per ton tot 300 ton ⁽³⁾	Fr. C. 0 25
	<i>N. B. — Een vaartuig dat meer dan eens per jaar ⁽⁴⁾ dezelfde haven aandoet, betaalt maar eens het volle recht van 25 centiemen per ton. Werd het schip, op eene eerste reis, maar onderworpen aan het gedeeltelijk recht vermeld bij nummer 2, zoo kan dit, des voorkomend, op eene latere reis aangevuld worden, doch met dien verstande, dat hetzelfde vaartuig, in dezelfde haven, nooit meer betaalt dan 25 centiemen per ton en per jaar.</i>		
2	Verzending ⁽¹⁾ van een vaartuig dat maar eene diër verrich- tingen hetzij geheel, hetzij gedeeltelijk gedaan heeft	Id.	0 12 1/2
3	Verzending ⁽¹⁾ van een vaartuig, dat uit nood of vrijwillig eene haven binnengeloopen is, en geene goederen of reiz- gers ingescheept of ontscheept heeft	Vast recht.	5 »
	Verzending ⁽¹⁾ van een vaartuig dat eene reede is binnenge- loopen om eene verklaring bij eene vreemde overheid af te leggen of een doorvaarrecht te betalen. Heen en terug	Id.	5 »
4	Makelarij en vertolking ⁽⁵⁾	Id.	20 »

⁽¹⁾ Onder die benaming worden al de gewone formaliteiten en akten verstaan, welke, bij aankomst en bij vertrek, van het consulaat gevorderd kunnen worden, te weten: 1^o verslag bij enkele aankomst; 2^o bewijzen van aankomst en van vertrek; 3^o verslag over de gezondheid; 4^o visa van het scheepsboek of het scheepsregister, van den scheepsbrief, van de monsterrol; 5^o visa en registratie van de gewaarmerkte vrachtliften bij in- en uitgang; 6^o verklaring van enkel binnencopen; 7^o aantekening op de monsterrol, uit hoofde van ingescheepte of ontscheepte manschappen; 8^o neerlegging en processen-verbaal van neerlegging van elke door den gezagvoerder opgemaakte akte uit hoofde van weggeloopte manschappen, van een misdrijf of een wanbedrijf, van eene geboorte, van een sterfgeval; neerlegging van op zee opgemaakte testamenten, boedellijsten, alsmede van de op de boedellijsten staande voorwerpen; 9^o akten van neerlegging of van borgstelling van sommen tot dekking van de kosten van terugzending naar het vaderland, verpleging, begraving van aan land achtergelaten zeelieden; 10^o gezondheidspatent voor een vaartuig of visa van een gezondheidspatent; 11^o om het even welk getuigschrift, vereischt door de plaatselijke overheid om het schip te laten vertrekken.

⁽²⁾ Voor de toepassing van het recht, komt gedeeltelijke lading of lossing maar in aanmerking, als zij ten minste 10 ton bedraagt.

⁽³⁾ Boven 300 ton wordt dat recht niet meer toegepast.

⁽⁴⁾ Hierdoor wordt verstaan het kalenderjaar, dat begint op 1 Januari en eindigt op 31 December.

⁽⁵⁾ Dat recht wordt enkel te Konstantinopel toegepast. Het heeft betrekking op een bijzonderen dienst.

Door- lopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht.
			Fr. C.
5	Afgifte van eene monsterrol of vervanging ⁽¹⁾ van dat stuk bij verlies :		
	Voor een schip van 300 ton of minder	Vast recht.	8 »
	Voor een schip van meer dan 300 ton, tot 1,000 ton	Id.	10 »
	Voor een schip van meer dan 1,000 ton, tot 2,000 ton.	Id.	15 »
	Voor een schip van meer dan 2,000 ton.	Id.	20 »
6	Afgifte van een scheepsboek of vervanging ⁽²⁾ van dat boek bij verlies	Per boek.	10 »
7	Toevoeging van bladen aan de monsterrol of aan het scheepsboek	Voor het 1 ^o blad. Voor elk verder blad, tot en met het 10 ^e . Voor elk blad boven 10.	3 » 0 50 0 25
8	Afgifte van een voorloopigen scheepsbrief om aan een schip toe te laten zich rechtstreeks, of mits eene andere haven aan te doen, in eene Belgische haven te begeven, of eene reis te doen in eene andere richting vooraleer in België te komen :		
	Voor een schip van 300 ton of minder	Vast recht.	15 »
	Voor een schip van meer dan 300 ton	Id.	25 »
9	Afgifte van een voorloopigen scheepsbrief voor een schip dat niet bestemd is om naar België te varen :		
	Voor een schip van 300 ton of minder	Id.	20 »
	Voor een schip van meer dan 300 ton	Id.	30 »
	<i>N. B.</i> — De aanwijzing van de schatters, belast met de afgifte van het bewijs van zeewaardigheid van het schip, en het visa van de naamteekeningen die door de schatters op bedoeld bewijs worden gesteld, geven wederzijds aanleiding tot inning van de rechten van 6 frank en van 3 frank, bepaald bij n ^{rs} 15 en 33 van het tarief.		
10	Afgifte van een vrijgeleide bij verlies van den scheepsbrief :		
	Voor een vaartuig van 300 ton of minder	Vast recht.	15 »
	Voor een vaartuig van meer dan 300 ton.	Id.	25 »
11	Gezondheidspatent voor een Belgisch vaartuig, dat geen aanleiding heeft gegeven tot de formaliteiten van verzending, bedoeld bij n ^{rs} 1 en 2, of voor een vreemd vaartuig.	Id.	6 »
12	Visa van een gezondheidspatent voor een vreemd vaartuig .	Id.	1 50
13	Protest, gemaakt door den gezagvoerder, bij zijne aankomst, met ondervraging van het scheepsvolk en de passagiers, of proces-verbaal van redding van een vaartuig dat schipbreuk heeft geleden of prijs gemaakt werd	Id.	10 »
14	Vrachtcontract of charte-partij, als zulks door den gezagvoerder gevorderd wordt	Id.	15 »

⁽¹⁾ Op de bovenaan het ter vervanging gegeven stuk bevestigde en ondertekende verklaring van den gezagvoerder.

⁽²⁾ Boven de terugbetaling van de kosten van het geleverd boek.

Door- lopende nummers.	AARD DER AKTIEN.	Grondslag der heffing.	Recht.
			Fr. C.
15	Besluit of proces-verbaal van den consul in zake handel of zeevaart. — Benoeming van schatters en proces-verbaal van eedatlegging. — Neerlegging van het verslag der schatters. — Bekrchtiging van de vereffening eener averij	Per akte. Vast recht.	6 »
	<i>N. B.</i> — Het loon der schatters wordt afzonderlijk betaald, volgens plaatselijk gebruik.		
16	Afschrift van een schattersverslag	Eerste blad. Elk blad meer.	6 » 3 »
17	Akte van achterlating van een schip of van goederen, opgemaakt door den consul of door den kanselier van het consulaat	Eerste blad. Elk blad meer.	6 » 3 »
18	Berekening en vereffening van eene averij-rekening, voor den persoon die daarmede belast is	Geëvenredigd recht ⁽¹⁾ tot 10,000 frank. Op het overige.	$\frac{1}{4}$ t. h. $\frac{1}{8}$ t. h.
19	Contract van leening op bodemerij, voorzien bij artikel 24 van het Wetboek van Koophandel, titel II, wet van 21 Augustus 1879, en bestemd tot de bij artikel 157 van hetzelfde Wetboek aangewezen voorwerpen; wanneer de akte door den consul toegelaten wordt	Per akte.	15 »
20	Openbare veiling : 1 ^o van goederen, in het geval voorzien bij artikel 24 van het Wetboek van Koophandel; 2 ^o van een vaartuig of van een gedeelte van een vaartuig, eene boot, zeil en treil en verdere inventarisvoorwerpen, wanneer de veiling ten overstaan van den consul of van den kanselier geschiedt.	Tot 20,000 frank. Op het overige.	1 t. h. ⁽²⁾ $\frac{1}{2}$ t. h.
21	Akte of proces-verbaal, door den consul opgemaakt in zake handel of zeevaart, in de niet afzonderlijk bepaalde gevallen	Per zitting.	10 »
	<i>AFDEELING II. — Akten van den burgerlijken stand en akten van nationaliteit ⁽³⁾.</i>		
22	Afschrift van eene akte van geboorte of van overlijden	Per akte.	3 »
23	Afschrift van eene huwelijksakte; van eene akte tot erkenning van een onecht kind; van eene geboorteakte met vermelding van de bij bijzondere akte gedane erkenning van een onecht kind of met vermelding van de in eene huwelijksakte vervatte echtverklaring; van eene akte van echtscheiding	Id.	6
24	Afschrift van eene huwelijksakte behelzende echtverklaring van een onecht kind.	Id.	9
25	Uithangen van eene akte tot huwelijksafkondiging, bewijs dat de afkondiging gedaan en geen verzet ingediend is	Id.	1 50
26	Afschrift van eene akte van nationaliteitsverklaring	Id.	6 »

⁽¹⁾ Het recht is maar verschuldigd op het bedrag der averij.

⁽²⁾ Zonder inbegrip van het loon van den stadsuitroeper, volgens plaatselijk gebruik.

⁽³⁾ Voor de minuut van de akten van den burgerlijken stand en van de akten van nationaliteit wordt niets geneven.

Door- lopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht.
AFDEELING III. — <i>Akten van bestuur.</i>			
27	Gewone paspoorten ⁽¹⁾	Per akte.	Fr. C. 8 »
28	Paspoorten aan zeelieden.	Id.	Kosteloos.
29	Visa van gewone paspoorten ⁽¹⁾	Per visa.	1 50
30	Visa van paspoorten voer zeelieden.	Id.	Kosteloos.
31	Levensbewijs	Per bewijs.	3 »
32	Bewijs van inschrijving op het stamboek, van nationaliteit en beschermingspatent ⁽²⁾	Per akte.	4 »
33	Visa van het bewijs van inschrijving op het stamboek, van het bewijs van nationaliteit, van het beschermingspatent, of elk ander niet afzonderlijk bepaald visa	Per visa.	3 »
34	Visa van de gewaarmerkte vrachtlĳst, van de charte-partij of den ladingsbrief voor vreemde schepen ⁽³⁾	Id.	3 »
35	Bewijs van oorsprong, van afkomst, van bestemming, van ontscheping	Per bewijs.	3 »
36	Bewijs af te leveren aan binnengeloopen vreemde schepen ⁽⁴⁾	Id.	5 »
37	Bewijs, om het even hetwelk, gevorderd door de plaatselijke overheid	Id.	3 »
38	Wettelijke waarmerking ⁽⁵⁾	Per waarmerking.	3 »
AFDEELING IV. — <i>Akten van het notarisambt</i> ⁽⁶⁾ .			
39	Uiterste wilsbeschikking en wijziging per openbare akten	Per zitting.	15 »
40	Neerlegging van eene eigenhandige uiterste wilsbeschikking en proces-verbaal	Per akte.	15 »
41	Intrekking van de neerlegging van eene eigenhandige uiterste wilsbeschikking. — Akte van ontlasting.	Id.	10 »
42	Neerlegging van eene besloten uiterste wilsbeschikking. — Akte van opschrijving	Id.	25 »
43	Intrekking van de neerlegging van eene besloten uiterste wilsbeschikking. — Akte van ontlasting.	Id.	10 »
44	Tegenwoordig zijn bij het openen van eene besloten uiterste wilsbeschikking.	Id.	20 »
45	Toestemming in een huwelijk	Per akte	$\left. \begin{array}{l} \text{oorspronkelijk.} \\ \text{minuut.} \end{array} \right\} \begin{array}{l} 8 \\ 10 \end{array} \text{ »}$

⁽¹⁾ In menig land zijn de paspoorten en het visa der paspoorten afgeschaft; uit dien hoofde mag niets geheven worden, tenzij die akten volstrekt noodzakelijk zijn.

⁽²⁾ Voor de inschrijving op de boeken van het consulaat wordt niets geheven.

⁽³⁾ Voor Belgische schepen, is het visa begrepen in de gewone afschriften of akten (zie nota 1, blz. 11).

⁽⁴⁾ Voor Belgische schepen, zijn de kosten dier bewijzen in de afschriften begrepen.

⁽⁵⁾ Voor de waarmerking door den consul, van eene akte ontvangen door den kanselier, en van eene door een ambtenaar van het consulaat opgemaakte of gewaarmerkte akte wordt niets geheven. — De waarmerking van verscheidene handteekeningen, gesteld op dezelfde akte, telt maar voor éene waarmerking.

⁽⁶⁾ Het loon voor de akten van het notarisambt is niet verschuldigd indien de akte, het afschrift of het uittreksel nietig is door toedoen van den consul. — In het tariefsloon voor eene akte is, met uitsluiting van alle voorachotten, het loon begrepen van alle hoofdzakelijke en toevallige plichten van het notarisambt, waartoe die akte aanleiding geeft, behalve de blad- of afschrijfkosten en de reis-, verblijf- en voedingkosten. — Het loon voor de hoogst getarifeerde bepaling wordt alleen geheven, wanneer eene akte bepalingen bevat welke uit elkander voortvloeien of van elkander afhangen, in dier voege, dat zij naar rechten of feitelijk eene enkele verrichting uitmaken. — Wanneer zulk verband niet bestaat, wordt het loon voor elke der bepalingen geheven, met dien verstande dat het geëvenredigd loon niet meer dan eens op dezelfde waarde wordt toegepast.

Door- lopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing	Recht.
Eerbiedige akte tot het sluiten van het huwelijk :			
			Fr. C.
46	— tot vordering	Per akte.	12 »
47	— tot beteekening aan vader en moeder	Id.	18 »
48	— tot gelijktijdige vordering en beteekening	Id.	25 »
49	Toestemming van den echtgenoot ⁽¹⁾	Per akte	} oorspronkelijk. 12 » } minuut. 15 »
50	Machtiging aan een minderjarige tot het drijven van handel.	Per akte	
51	Erkenning van een onecht kind (door akte onder levenden).	Per akte.	15 »
52	Akte van notoriëteit	Per akte	} oorspronkelijk. 10 » } minuut. 12 »
53	Ontlasting van lastgeving, van neerlegging, van stukken betreffende den verkoop van inboedels, enz.	Per akte	
54	Algeheele volmacht	Id.	20 »
55	Bijzondere volmacht	Per akte	} oorspronkelijk. 10 » } minuut. 12 »
56	Intrekking of vervanging van volmacht	Per akte	
57	Kwijtschrift	Op het bedrag der ontvangen gelden.	0.50 t. h. op de eerste 3,000 fr. 0.40 t. h. op de volgende 7,000 fr. 0.35 — 15,000 — 0.25 — 25,000 — 0.15 — 150,000 — 0.10 — 300,000 — 0.03 — 500,000 — o op het overige.
58	Neerlegging van eene onderhandsche akte.	Per akte.	15 »
59	Benoeming van een raad (artikel 392 van het Burgerlijk Wetboek) of van een voogd (artikel 398 van het Burgerlijk Wetboek)	Id.	15 »
60	Gifte van toekomstige goederen onder echtgenooten gedurende het huwelijk	Id.	20 »
61	Gifte van aanwezige goederen aan niet-erfgerechtigden of bij vooruitmaking aan erfgerechtigden	Op de waarde der gegeven goederen.	1.00 t. h. op de eerste 15,000 fr. 0.75 t. h. op de volgende 35,000 fr. 0.50 — 50,000 — 0.25 — 400,000 — 0.15 — 500,000 — 0.10 — 1,000,000 — 0.05 — 3,000,000 — o op het overige. Minimum : 20 fr.

(1) Dat loon moet met de helft verminderd worden, wanneer de tengevolge van de toestemming opgemaakte akte door denzelfden consul wordt ontvangen.

Door- lopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht. Fr. C.
62	Gifte van aanwezige goederen bij voorschot op de erfenis aan erfgerechtigden	Op de waarde der gegeven goederen.	0.65 t. h. op de eerste 15,000 fr. 0.50 t. h. op de volgende 35,000 fr. 0.30 — 50,000 — 0.15 — 400,000 — 0.10 — 500,000 — 0.07 — 1,000,000 — 0.03 — 3,000,000 — o op het overige.
63	Aanneming (<i>per afzonderlijke akte</i>) van giften, legaten enz.	Per akte.	15 »
64	Eenvoudige intrekking van een legaat, van eene uiterste wilsbeschikking Eenvoudige intrekking van gifte van toekomstige goederen onder echtgenooten :	Id.	20 »
65	Bij akte onder levenden	Id.	10 »
66	Bij uiterste wilsbeschikking	Id.	20 »
67	Staat van schulden, onroerende goederen, schattende plaatsopneming enz.	Per blad.	10 »
68	Onderhandsche verkoop en afstand van roerende of onroerende goederen	Op de koopsom.	1.50 t. h. op de eerste 5,000 fr. 1.00 t. h. op de volgende 20,000 fr. 0.75 — 50,000 — 0.50 — 125,000 — 0.25 — 800,000 — 0.10 — 1,000,000 — 0.05 — 1,000,000 — o op het overige. Minimum : 8 fr.
69	Huwelijkscontract Voor giften bij huwelijkscontract : heffen, volgens het geval, het recht van n ^o 62, 61 en 60, betreffende de giften.	Per akte.	{ Minimum : 15 fr. Maximum : 500 fr.
70	Boedellijst. — Opmaken van het proces-verbaal Geen bijzonder recht voor het schikken en het beknopt vermelden van de op te schrijven papieren.	Per zitting.	12 »
71	Contract van vennootschap : A. — Akte van vestiging eener naamlooze vennootschap of eener vennootschap bij wijze van geldschieting met aandelen.	Op het bedrag van het maatschappelijk kapitaal waarvoor ingeschreven is.	0.50 t. h. op de eerste 75,000 fr. 0.25 t. h. op de volgende 225,000 fr. 0.10 — 700,000 — 0.08 — 1,000,000 — 0.05 — 5,000,000 — 0.03 — 10,000,000 — 0.01 — 15,000,000 — o op het overige. Minimum : 30 fr.

Door- loopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht.
			Fr. C.
	<i>B.</i> — Akte van vestiging van alle andere vennootschappen. Op het kapitaal waarvoor ingeschreven is		0.25 t. h. op de eerste 75,000 fr. 0.15 t. h. op de volgende 225,000 fr. 0.05 — 700,000 fr. 0.04 t. h. op het volgende millioen. 0.03 t. h. op de volgende 5 millioen. 0.02 — 10 — 0.01 — 15 — 0 op het overige. Minimum : 30 fr.
	<i>C.</i> — Akte houdende vermeerdering van het maatschappelijk kapitaal.	—	Het bij letters <i>A</i> of <i>B</i> voorziene recht toepassen, alsof het gansche kapitaal in eens was samengesteld. Minimum : 20 frank.
	<i>D.</i> — Akte van vestiging van vennootschappen waarvan het kapitaal niet is uitgedrukt	—	Minimum : 30 frank.
	<i>E.</i> — Akten van benoeming van een of meer zaakvoerders, beheerders of commissarissen	—	15 frank.
	<i>F.</i> — Elke andere wijzigende akte	—	Minimum : 20 frank.
72	Eenzijdige akten, niet afzonderlijk genoemd	Per akte.	12 frank.
73	Wederkeerige of tweezijdige akten en contracten, niet afzonderlijk genoemd	Per akte.	20 »
74	Uitvaardiging, afschrift of uittreksel van de in deze afdeeling opgegeven akten	Per blad.	4 »
AFDEELING V. — <i>Bewaringsakten na overlijden</i> (1).			
75	Aanzoek om zegels op te stellen of te lichten	Per akte.	8 »
76	Verzet tegen het lichten van zegels	Id.	8 »
77	Proces-verbaal van opstellen en proces-verbaal van lichten van zegels	Per zitting.	9 »
78	Inplaatsstelling of vervanging van den zegelbewaarder	Id.	9 »
79	Beleggen van een familieraad	Id.	9 »
80	Proces-verbaal van eene beraadslaging van den familieraad.	Id.	9 »
81	Afschrift of uittreksel van de voormelde processen-verbaal	Per blad.	4 »

(1) Zoo de belanghebbenden onvermogen zijn, moeten zij vrijgesteld worden van de rechten, waarvan in deze afdeeling sprake is.

Door- lopende nummers.	AARD DER AKTEN.	Grondslag der heffing.	Recht.
AFDEELING VI. — Verschillende akten.			
			Fr. C.
82	Vrijwillige neerlegging van geldsommen, grondstoffen, verhandelbare waarden, koopwaren of roerende voorwerpen ⁽¹⁾	1 ^o Per akte van neerlegging.	6 »
			¹ / ₂ t. h. voor de zes eerste maanden neerlegging of korteren tijd;
		2 ^o Recht op het bedrag der som of der geschatte waarde.	² / ₄ t. h. voor elk geheel of gedeeltelijk kwartaal na de zes eerste maanden.
83	Invordering van schulden, nalatenschappen of om 't even welke sommen, gedaan tengevolge van consuls-bemiddeling ⁽²⁾	Op het bedrag der ingevorderde waarden.	1 t. h. op de eerste 20,000 frank; ¹ / ₂ t. h. op de volgende 10,000 fr; ² / ₄ t. h. op de volgende 10,000 fr; 0 op het overige.
84	Niet afzonderlijk getarifeerd decreet, akte of proces-verbaal.	Eerste blad. Voor elk blad meer.	6 » 3 »
85	Afschrift of uittreksel van eene niet afzonderlijk getarifeerde akte	Per blad.	3 »
86	Afschrift in eene vreemde taal	Eerste blad. Elk blad meer.	7 » 4 »
87	Echt verklaarde vertaling.	Eerste blad. Elk blad meer.	8 » 5 »
AFDEELING VII. — Reis- en verblijfskosten.			
88	Reiskosten van den consul, den vice-consul of den kanselier.	—	Het bedrag der voorschotten ⁽³⁾ .
89	Verblijfskosten van den consul of den vice-consul	Per dag.	20 »
90	Verblijfskosten van den kanselier.	Id.	15 »

(¹) Het bij de intrekking van de neerlegging te heffen gevevredigd recht wordt niet gevorderd, wanneer de neerlegging enkel bestaat uit stukken, voorwerpen of nominale titels welke, bij verlies, diefstal of vernieling, zonder nadeel voor den inbewaringgever vervangen kunnen worden. Voor de akte van intrekking van eene neerlegging wordt niets geheven.

(²) Het heffen van het invorderingsrecht en het neerleggingsrecht te zamen is verboden.

(³) De rekening van die kosten, welke de ambtenaren overigens tot het volstrekt noodige beperken, wordt door den consul bevestigd, voor de uitgaven die hem betreffen, en gevisceerd voor de uitgaven, die den vice-consul of den kanselier aangaan.